

# L'américanité du Québec ou le développement d'une identité nord-américaine

Guy Lachapelle and Gilbert Gagné

Number 10, 2000

Actes du colloque « Francophonies d'Amérique : Altérité et métissage »

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005083ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005083ar>

[See table of contents](#)

---

## Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

## ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

---

## Cite this article

Lachapelle, G. & Gagné, G. (2000). L'américanité du Québec ou le développement d'une identité nord-américaine. *Francophonies d'Amérique*, (10), 87–99. <https://doi.org/10.7202/1005083ar>

# L'AMÉRICANITÉ DU QUÉBEC OU LE DÉVELOPPEMENT D'UNE IDENTITÉ NORD-AMÉRICAINE

Guy Lachapelle et Gilbert Gagné  
Université Concordia

Depuis la signature de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), puis de l'accord entre ces deux pays et le Mexique (ALENA), les Québécois sont confrontés à une nouvelle dynamique d'intégration de l'Amérique du Nord. De plus en plus, certains enjeux continentaux font les manchettes des médias, ce qui, d'une certaine manière, façonne la perception qu'ont les Québécois des relations avec les États-Unis. Plusieurs sociologues, historiens et politologues se sont interrogés et s'interrogent sur la nature de cette nord-américanité québécoise, affirmant souvent que les Québécois sont en quelque sorte des Nord-Américains parlant, pour la très grande majorité, français. Fernand Dumont se demandait d'ailleurs en 1982 si nous n'étions pas simplement devenus des Américains<sup>1</sup>. Son questionnement portait également sur la spécificité des Québécois: «Quels sont les traits, les attitudes, les comportements qui confèreraient à la communauté française d'Amérique du Nord sa spécificité, son originalité?»

Cette question, comme celle de l'intégration culturelle des Québécois dans l'espace nord-américain, parfois exprimée de manière négative par certains groupes qui affirment que les Québécois doivent «résister au péril américain», n'est pas un débat nouveau. La hantise réelle est que les Québécois deviennent essentiellement une «francité américaine», c'est-à-dire des Américains dont la seule caractéristique distinctive serait la langue. Toutefois, il nous faut aller au-delà de cette formule pour définir plus précisément cette américanité et déterminer quelles sont les conséquences d'une vision américaine sur la culture québécoise. L'autre élément important du débat sur l'américanité concerne les personnes qui véhiculent cette américanité.

Historiquement, les élites québécoises auraient été «un obstacle à la reconnaissance et à l'exploration de cette américanité du Québec<sup>2</sup>». La nord-américanité québécoise se traduirait par un clivage social important: «une culture d'élite, atlantique, européenne, francophile au plan linguistique et une culture majoritaire continentale, nord-américaine.» L'adéquation entre le nationalisme culturel et le nationalisme économique, entre l'idéologie souverainiste et l'idéologie libre-échangiste, constitue un défi de taille pour la société québécoise. Nous pourrions même faire l'hypothèse, sans doute simpliste,

que les Québécois francophones partagent davantage les éléments d'un nationalisme culturel alors que les Québécois anglophones s'identifient davantage à un nationalisme économique. Mais entre les deux oscillent une multitude d'attitudes et de comportements.

Les citoyens appartiennent à diverses collectivités, plus ou moins larges, plus ou moins proches, inscrites à la fois dans l'espace et dans le temps. Les Québécois ont comme tous les peuples cherché historiquement à exprimer leur vouloir vivre collectif et ce, aussi bien à l'intérieur de leur espace national que de leur espace continental. Si leur premier lien d'appartenance demeure la nation québécoise, il n'en demeure pas moins que leurs relations avec les États-Unis et les Américains, tant sur le plan culturel que sur le plan économique, ont certes eu une influence importante sur leur identité nord-américaine. Cette «américanité» des Québécois, qui englobe autant l'Amérique anglo-saxonne que l'Amérique latine, est fondée sur une aspiration universaliste mais surtout sur un certain pragmatisme voulant que nous ayons à solutionner plusieurs problèmes communs. Les Québécois forment une «francité américaine» à la jonction du libéralisme des droits individuels et de celui des nationalités.

L'accord de libre-échange nord-américain, et la nouvelle dynamique d'intégration qui en découle, n'a fait que favoriser davantage le développement au Québec d'une vision nord-américaine de la réalité<sup>3</sup>. La construction des Amériques repose sur l'existence des peuples et dépasse largement le cadre de l'État-nation. L'identité québécoise est certes multiforme et elle s'inscrit dans le creuset de diverses traditions culturelles (américaine, européenne et canadienne). Les Québécois continuent d'appuyer massivement l'accord de libre-échange nord-américain. Dix ans après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, 66,3 % des Québécois estimaient toujours que l'accord de libre-échange nord-américain avait eu un impact favorable sur le développement économique du Québec.

De plus, une large majorité des Québécois estimaient que la mondialisation des économies ne constituait nullement une menace à la diversité culturelle<sup>4</sup>. Alors qu'on aurait pu s'attendre à un refroidissement de la ferveur libre-échangiste des Québécois au moment où les discussions portant sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) occupaient tout l'espace public, les Québécois continuaient d'appuyer à 65 % la continentalisation de leur économie. Sans affirmer que les Québécois sont nécessairement d'accord avec la façon dont les pourparlers entourant l'AMI se sont déroulés ou qu'ils acceptent sans réserve les objectifs poursuivis, ces chiffres témoignent de la volonté des Québécois de poursuivre leurs relations de partenariat avec les États-Unis.

La mesure de l'américanité ou du sentiment d'appartenance continentale des Québécois peut prendre diverses formes. Tout d'abord, en vérifiant s'ils se sentent nord-américains, dans quelle mesure et comment ce sentiment se combine ou se distingue par rapport à d'autres éléments tels que l'appartenance à la collectivité québécoise et canadienne, les liens historiques avec la

France et la Grande-Bretagne et l'identification culturelle. Deuxièmement, en définissant l'expression de l'américanité par les *habitudes de vie* et les *comportements* dans les dimensions de la géographie, de l'économie, de la politique, de la culture et de la société. Troisièmement, en mesurant le degré de *perméabilité aux influences* américaines sur leur vision du monde, leur conception de la vie et de la politique.

Nous ne retiendrons pour les fins de la présente analyse que la première stratégie. Nous nous demanderons seulement en quoi les accords de libre-échange (ALE et ALENA) ont transformé l'américanité des Québécois. Cette identité nord-américaine ne date pas d'hier, et l'histoire du Québec est d'ailleurs parsemée de faits et d'anecdotes qui témoignent de l'appartenance des Québécois aux Amériques<sup>5</sup>. Jacques Bouchard, dans son essai publié il y a déjà plus de vingt ans sur *Les 36 cordes sensibles des Québécois*, affirmait d'ailleurs que cette américanité était l'une des spécificités de la culture québécoise<sup>6</sup>. Au moment où la légitimité des États-nations est remise en cause par les dynamiques de l'intégration et de la mondialisation, il nous semble donc pertinent de nous interroger sur les nouveaux liens qui se sont créés entre le Québec, le Canada et les États-Unis depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-échange.

Par ailleurs, nous croyons que l'opinion publique joue un rôle crucial dans la formulation des politiques gouvernementales et qu'elle influe sur la reformulation de certains projets politiques. Les nouvelles valeurs modifient les choix économiques des États et les conflits politiques prennent de nouveaux habits, la structure partisane des partis et l'action des individus étant modifiées de manière observable<sup>7</sup>. Pour d'autres, cette nouvelle culture politique serait une *culture de contentement*, les élites politiques dictant aux citoyens quoi penser<sup>8</sup>. Cette thèse du *elite pull — mass push* cherche à démontrer que l'intégration continentale est davantage une option des gouvernements et des élites économiques qu'un choix des citoyens<sup>9</sup>. Nous pensons au contraire que l'opinion publique agit de manière autonome et qu'elle est capable de se forger sa propre opinion (*mass pull — elite push*).

Quelle que soit la thèse privilégiée, l'une des conséquences est que la compréhension mutuelle entre les gouvernements et la volonté populaire devient de plus en plus distordue, ce qui a pour effet de réduire l'efficacité de plusieurs politiques. Selon cette analyse, il sera de plus en plus difficile dans l'avenir pour les gouvernements de mettre de l'avant des politiques qui exigent l'appui des citoyens. L'une des conséquences sera de rendre l'activité gouvernementale dépassée. Mais entre ces deux pôles, entre une opinion publique qui a un effet déterminant sur l'efficacité des gouvernements et des élites politiques de plus en plus distantes des citoyens, il existe sûrement un terrain de rencontre permettant de mieux comprendre les attentes de tous et chacun. Pour les fins de cette analyse, nous regarderons donc plus attentivement les résultats de trois enquêtes que nous avons menées depuis 1997 afin d'évaluer l'américanité des Québécois.

### *Américanité et européanité*

L'une des questions centrales dans le cas du Québec est l'importance que revêt le lien « colonial » avec l'Europe par rapport à l'acceptation des valeurs américaines. Lorsque l'on examine l'identité québécoise en ces termes, on ne peut que se demander comme Fernand Dumont si les Québécois sont simplement des « Américains parlant français » ou, au contraire, s'ils forment un peuple né au creuset de l'Europe et de l'Amérique. C'est pourquoi nous avons cherché à savoir au cours de deux enquêtes récentes si les Québécois se sentaient davantage européens qu'américains.

Dans une première enquête réalisée en octobre 1998<sup>10</sup>, nous leur avons demandé s'ils endossaient l'affirmation que le Québec a plus d'affinités avec l'Europe qu'avec les États-Unis. Réponse peut-être surprenante pour certains, mais les Québécois ont affirmé à 47,9 % être en désaccord avec cet énoncé (55,8 % des personnes ayant une opinion); 37,9 % étaient d'accord et 14,2 % ne savaient pas. Nous avons reposé la même question en septembre 1999 en modifiant quelque peu la question pour insister davantage sur les liens avec les pays francophones: « Le Québec a-t-il plus d'affinités avec les pays francophones qu'avec les États-Unis? » Les résultats de cette seconde enquête ont donné des résultats pratiquement identiques: 46,7 % des personnes interrogées estimaient que cette affirmation était fausse.

Tout d'abord, il est particulièrement intéressant de noter que cette opinion est partagée autant par les Québécois francophones que par les anglophones ou les allophones. Ainsi 53,6 % des personnes de langue maternelle française estiment que le Québec a plus d'affinités avec les États-Unis qu'avec les pays francophones. Mais l'élément le plus significatif est de constater que les Québécois ayant un niveau de scolarité primaire affirment à 55,5 % que le Québec a plus d'affinités avec les pays francophones. Dans la même veine, les personnes ayant un revenu en deçà de 10 000 \$ sont également de cet avis à 66,7 %.

En ce qui concerne la perception de notre acculturation aux États-Unis, nous avons demandé aux Québécois en octobre 1998 s'ils estimaient que les jeunes Québécois étaient plus américains que les Québécois plus âgés. Ils étaient à ce moment d'accord à 64,7 % avec cette affirmation. Un an plus tard, en septembre 1999, nous avons posé une question différente qui relève davantage du degré d'appartenance des jeunes Québécois que de leur américanisation: « Est-il vrai ou faux que plus les Québécois sont jeunes, plus ils se sentent américains? » Cette fois, les résultats ont été partagés puisque 46,5 % des répondants ont affirmé que cette proposition était fausse, alors que 43,8 % estimaient qu'elle était vraie. La différence la plus notable entre les deux enquêtes se situe chez les Québécois francophones et anglophones. En 1999, 54,7 % des répondants francophones estimaient qu'il est faux de prétendre que les jeunes Québécois se sentent américains, alors que 56,8 % des anglophones jugeaient l'affirmation vraie. Quant aux allophones, ils sont 72,9 % à juger que la proposition est vraie. Les personnes ayant un niveau de scolarité primaire (59,3 %) de même que celles possédant un diplôme universitaire

**Tableau 1**  
**Américanité et européenité des Québécois**

| <b>Question A: Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les opinions suivantes...</b> |                           |                               |                              |
|---|---------------------------|-------------------------------|------------------------------|
|   | <b>D'accord<br/>% (N)</b> | <b>En désaccord<br/>% (N)</b> | <b>Ne sais pas<br/>% (N)</b> |
| ... le Québec a plus d'affinités avec l'Europe qu'avec les États-Unis   | 37,9 (342)                | 47,9 (433)                    | 14,2 (128)                   |
| ... les jeunes Québécois sont plus américains que les Québécois plus âgés   | 64,7 (586)                | 27,9 (253)                    | 7,3 (66)                     |
| ... les relations du Québec avec le reste du Canada sont plus importantes que celles avec les États-Unis  | 68,6 (620)                | 24,8 (225)                    | 6,6 (60)                     |
| Source: Enquête SONDAGEM réalisée entre le 17 et le 21 octobre 1998 auprès de 905 répondants.   |                           |                               |                              |
| <b>Question B: Est-il vrai ou faux que...</b>   |                           |                               |                              |
|   | <b>Vrai<br/>% (N)</b>     | <b>Faux<br/>% (N)</b>         | <b>Ne sais pas<br/>% (N)</b> |
| ... le Québec a plus d'affinités avec les pays francophones qu'avec les États-Unis  | 40,8 (413)                | 46,7 (472)                    | 12,5 (126)                   |
| ... plus les Québécois sont jeunes, plus ils se sentent américains  | 43,8 (442)                | 46,5 (470)                    | 9,8 (99)                     |
| ... les échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces sont plus importants que ceux avec les États-Unis  | 29,7 (300)                | 49,7 (502)                    | 20,7 (209)                   |
| Source: Enquête SONDAGEM réalisée entre le 25 et le 29 septembre 1999 auprès de 1 011 répondants.   |                           |                               |                              |

(52,0 %) autant que celles ayant un revenu en deçà de 10 000 \$ (57,3 %) pensent davantage que tout autre groupe que plus les Québécois sont jeunes, plus ils se sentent américains.

Sans tomber dans des interprétations normatives, on peut sans doute dire que si les Québécois estiment de manière générale que les jeunes s'américanisent, ils demeurent partagés quant au *degré d'appartenance* de ces derniers. Mais de là à y voir une menace à leur particularité culturelle, il y a un grand pas à franchir. D'ailleurs, notre enquête de 1998 indiquait que 63 % des Québécois ne voyaient pas en quoi le libre-échange pouvait modifier l'identité québécoise. Faut-il voir ici une reconnaissance de notre identité nord-américaine davantage qu'un cri d'alarme face à la « macdonaldisation » de notre société? Nous le croyons, mais la vigilance doit demeurer.

**Tableau 2**  
**Américanité, européenité et langue maternelle**

| <b>A. Est-il vrai ou faux que le Québec a plus d'affinités avec les pays francophones qu'avec les États-Unis ?</b>   |                       |                       |
|--|-----------------------|-----------------------|
|  | <b>Vrai<br/>% (N)</b> | <b>Faux<br/>% (N)</b> |
| <b>Langue maternelle</b>   |                       |                       |
| Français   | 46,4 (339)            | 53,6 (391)            |
| Anglais  | 47,5 (37)             | 52,5 (41)             |
| Autre  | 46,4 (34)             | 53,6 (40)             |
| <b>B. Est-il vrai ou faux que plus les Québécois sont jeunes, plus ils se sentent américains ?</b>   |                       |                       |
|  | <b>Vrai<br/>% (N)</b> | <b>Faux<br/>% (N)</b> |
| <b>Langue maternelle</b>   |                       |                       |
| Français   | 45,3 (341)            | 54,7 (411)            |
| Anglais  | 56,8 (47)             | 43,2 (36)             |
| Autre  | 72,9 (54)             | 27,1 (20)             |
| <b>C. Est-il vrai ou faux que les échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces sont plus importants que ceux avec les États-Unis ?</b>   |                       |                       |
|  | <b>Vrai<br/>% (N)</b> | <b>Faux<br/>% (N)</b> |
| <b>Langue maternelle</b>   |                       |                       |
| Français   | 34,5 (228)            | 65,5 (432)            |
| Anglais  | 51,8 (36)             | 48,2 (34)             |
| Autre  | 48,7 (34)             | 51,3 (36)             |
| Source: Enquête SONDAGEM réalisée entre le 25 et le 29 septembre 1999; 1 011 entrevues téléphoniques ont été effectuées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. |                       |                       |

### *Le Québec et le Canada face à la continentalisation*

Très tôt, l'établissement d'une zone de libre-échange sur le continent nord-américain a suscité des réactions différentes au Québec et dans le reste du Canada. L'idée du libre-échange a été reçue de manière largement favorable au Québec, à la fois par les élites (classe politique, milieu des affaires) et l'opinion publique. À l'opposé, elle a fait l'objet d'une forte opposition au sein du Canada anglophone, où on craignait surtout pour la souveraineté, la culture et l'identité canadiennes. En fait, le débat auquel a donné lieu l'ALE par suite d'un processus de continentalisation de l'économie canadienne ne portait pas tant sur les aspects économiques que sur le caractère même du Canada en tant que communauté politique<sup>11</sup>. Or, dans le cas du Québec, une telle

question identitaire ne s'est pas vraiment posée, principalement à cause de la différence linguistique<sup>12</sup>.

À cet égard, la régionalisation ou continentalisation et, de manière plus générale, la mondialisation n'ont pas été sans soulever des questions quant à leur impact sur les identités nationales. L'entente de libre-échange avec les États-Unis a fortement secoué une bonne partie de l'opinion publique canadienne. Celle-ci craignait par-dessus tout une dynamique d'intégration continentale qui, en raison du poids et de l'influence des États-Unis, allait indubitablement avoir une incidence sur le caractère socio-politique du Canada et aussi du Québec, et de là sur les identités nationales.

L'exemple des réactions respectives du Québec et du Canada vis-à-vis du libre-échange en Amérique du Nord nous semble révélateur de l'impact que peut avoir l'identité culturelle dans des processus comme la régionalisation et la mondialisation. À ce chapitre, les peuples, tout comme les individus, sont davantage disposés à s'ouvrir aux autres quand ils sont (plus) sûrs de leur identité. Dans le cas du Canada anglais, la crainte qu'a d'emblée suscitée le libre-échange avec les États-Unis ne pouvait que mener à une opposition farouche à tout processus formel, même limité, de régionalisation économique.

Dans le cas du Québec, la langue française et une culture davantage différenciée ont donné aux Québécois, d'aucuns diront à tort, un certain sentiment de sécurité. À cela s'ajoute que le libre-échange régional fournit au Québec un forum afin de mieux affirmer son identité sur la scène continentale et internationale. En fait, l'affirmation par le Québec de son appartenance au continent repose et insiste sur sa spécificité et son identité, qui s'en trouvent par là renforcées tant sur le plan économique que sur les plans politique et identitaire. Le Québec a avantage à affirmer son américanité et à tirer profit de son héritage latin et anglo-saxon. Ce cadre américain n'est nullement exclusif et s'ajoute à d'autres comme celui de la Francophonie<sup>13</sup>.

En octobre 1998, nous avons demandé aux Québécois s'ils estimaient que les relations du Québec avec le reste du Canada étaient plus importantes que celles avec les États-Unis. La réponse fut sans équivoque, 68,6 % affirmant que oui, les partisans libéraux (81,4 %) partageant alors davantage ce point de vue que les péquistes (64,7 %). Nous leur avons également demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Québec devait « accentuer fortement » ses relations avec les États-Unis. La très grande majorité des Québécois (64,1 %) répondaient alors par l'affirmative, aucune différence partisane n'existant entre libéraux et péquistes, les deux groupes étant d'accord à 73 % avec un accroissement de nos relations avec les États-Unis. De plus, les Québécois estimaient à 64 % que le marché américain serait dans l'avenir plus important que le marché canadien pour les exportations québécoises.

Dans l'enquête de 1999, nous avons cherché davantage à mesurer leurs connaissances quant à l'évolution des échanges commerciaux entre le Québec, les autres provinces et les États-Unis. Si, en 1989, les exportations du Québec vers les autres provinces canadiennes représentaient 54,1 % du total de ses



exportations (45,9 vers d'autres pays)<sup>14</sup>, on remarque dix ans plus tard qu'une tendance s'est dessinée, faisant des États-Unis, et non plus des provinces canadiennes, la principale destination des exportations québécoises. À l'automne 1999, les Québécois affirment d'ailleurs à 49,7 % qu'il est faux de dire que les échanges commerciaux du Québec avec les provinces canadiennes sont plus importants que ceux avec les États-Unis. Il est cependant intéressant de constater que si 65,5 % des francophones sont de cet avis, 51,8 % des anglophones pensent que les provinces canadiennes représentent le marché le plus important pour les exportations québécoises. Seules les personnes ayant un niveau d'instruction primaire répondent par l'affirmative à la question (56,6 %), alors que 71,1 % des répondants possédant un diplôme universitaire estiment qu'il est faux de prétendre que les échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces sont plus importants que ceux avec les États-Unis.

### *La souveraineté du Québec*

L'autre débat intéressant concerne l'opinion des Québécois sur ce qu'il adviendrait si le Québec devenait un pays indépendant. Trois scénarios ou trois types d'hypothèses ont jusqu'ici été proposés. La première thèse, présentée par les souverainistes, s'appuie sur le principe de l'État successeur, c'est-à-dire que les États-Unis maintiendraient tel quel l'accord de libre-échange et reconnaîtraient tous les droits, obligations et traités signés antérieurement avec le Canada. Telle est la position défendue par le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, pour qui il serait plutôt malvenu de la part des États-Unis de vouloir imposer de nouvelles barrières douanières alors que l'on est à l'ère de la libéralisation des marchés. Il serait d'ailleurs plutôt surprenant de voir les États-Unis vouloir renégocier une entente bénéfique pour toutes les parties alors que le Québec est le huitième partenaire économique des États-Unis, au même rang que la Grande-Bretagne<sup>15</sup>.

La seconde thèse, surtout défendue par les fédéralistes, est que le Québec ne pourrait pas adhérer à l'accord de libre-échange nord-américain sans le consentement des États signataires, soit le Mexique, les États-Unis et, bien sûr, le Canada, seul le Canada ayant le statut d'État successeur. Dans ce contexte, les négociations sur l'adhésion du Québec à l'ALENA pourraient être difficiles, car des représentants américains demandent l'abandon de certains quotas tarifaires, en agriculture par exemple (lait, volaille, œufs), et des dispositions protégeant les industries culturelles<sup>16</sup>. Suivant cette hypothèse, il serait avantageux que le Québec et le Canada s'entendent avant la déclaration d'indépendance afin de réduire au minimum l'impact de la sécession du Québec sur le marché nord-américain.

Finalement, une troisième thèse, celle-ci soutenue par des membres du Congrès américain, serait la théorie de la table rase ou de la symétrie; en d'autres termes, tout serait à renégocier tant pour le Québec que pour le Canada. Telle est à tout le moins la position du représentant de la Californie, Tom Campbell<sup>17</sup>. Qu'il y ait entente ou non entre le Québec et le Canada, l'ALENA deviendra caduc aussi bien que l'adhésion du Québec et du Canada

à l'Organisation mondiale du commerce et la participation de ce dernier au G7 et à l'OCDE. Le discours du président Clinton lors du sommet du 8 octobre 1999 semblait d'ailleurs s'inscrire dans cette perspective et dans un rejet de la doctrine du président Woodrow Wilson basée sur le droit des peuples à l'autodétermination. En fait, comme le soulignait Michel Venne, Washington amènerait sans doute «le Québec et le Canada à redéfinir leur fédéralisme plutôt que de dessiner de nouvelles frontières<sup>18</sup>».

L'opinion publique québécoise semble de manière générale partager l'opinion des leaders souverainistes puisque 72,3 % affirment être en désaccord avec la proposition selon laquelle les États-Unis n'accepteraient pas un Québec souverain dans l'ALENA ; chez les francophones, cette opinion est partagée à 75,5 %. Plus on est scolarisé, plus on souscrit à ce point de vue. Toutefois, les Anglo-Québécois ont une opinion plus réservée à ce sujet puisque seulement 37,5 % partagent l'idée que les États-Unis refuseraient l'adhésion du Québec à l'ALENA contre seulement 18,3 % des francophones.

Cependant, 74,7 % des Québécois estiment que le Québec devra renégocier l'ALENA s'il accède à l'indépendance. Si les francophones appuient cette proposition dans une proportion de 73,7 %, les anglophones l'endossent presque à l'unanimité (92,5 %). La scolarité n'a pas ici d'effets tangibles, tous les groupes étant d'accord également sur cette idée. Finalement, 71,4 % sont en désaccord avec l'idée qu'un Québec indépendant devrait tout simplement se retirer de l'ALENA. Plus on est scolarisé, plus on est en désaccord avec cette proposition ; il faut ici noter que les personnes ayant moins de sept années de scolarité estiment à 35 % que le Québec devrait se retirer de l'accord.

Les Québécois partagent donc à la fois les points de vue des souverainistes et des fédéralistes. Les États-Unis acceptent un Québec indépendant au sein de l'ALENA, mais il serait préférable pour le gouvernement du Québec de négocier une nouvelle entente qui refléterait davantage la nouvelle situation. On peut donc affirmer que l'opinion publique québécoise semble relativement autonome par rapport aux discours des élites politiques en adoptant une position plus nuancée.

### *Le rôle des partis politiques*

Au-delà des opinions des leaders politiques, l'attitude des partis politiques est également étroitement liée à l'appui envers l'intégration de l'Amérique du Nord. Les partis politiques ont une influence déterminante non seulement sur l'attitude de leurs membres, mais également sur la formation de l'opinion publique<sup>19</sup>. L'appui à l'intégration de l'Amérique du Nord peut certainement être différent suivant certains clivages idéologiques ou partisans. Une question importante est évidemment de savoir si ce sont les partisans qui façonnent la politique de leur parti ou si, au contraire, ils suivent essentiellement l'opinion partagée par leurs leaders politiques. Dans son étude des partis politiques européens, Bernhard Wessels a démontré que les membres des diverses formations politiques avaient une influence déterminante sur la position adoptée par leurs partis à l'égard de l'Europe<sup>20</sup>.

**Tableau 3**  
**Et si le Québec devenait indépendant...**

|   | D'accord     | Désaccord    | Ne sais pas/<br>pas de réponse |
|---|--------------|--------------|--------------------------------|
| <b>Proposition 1: Les États-Unis n'accepteraient pas le Québec dans l'ALENA</b>   |              |              |                                |
| <b>Total</b>  | 20,4 (449)   | 72,3 (1 592) | 7,4 (162)                      |
| <b>Scolarité</b>  |              |              |                                |
| 0-7 ans   | 28,2 (33)    | 59,7 (70)    | 12,1 (14)                      |
| 8-12 ans  | 24,0 (197)   | 68,3 (560)   | 7,7 (63)                       |
| 13-15 ans   | 19,2 (119)   | 73,2 (454)   | 7,6 (47)                       |
| 16 ans et +   | 15,6 (101)   | 78,7 (37)    | 5,8 (37)                       |
| <b>Langue maternelle</b>  |              |              |                                |
| Français  | 18,3 (341)   | 75,5 (1 406) | 6,2 (115)                      |
| Anglais   | 37,5 (76)    | 48,4 (98)    | 14,1 (29)                      |
| Autre   | 22,6 (31)    | 64,3 (88)    | 13,1 (18)                      |
| <b>Proposition 2: Le Québec devrait renégocier l'ALENA</b>  |              |              |                                |
| <b>Total</b>  | 74,7 (1 647) | 19,7 (434)   | 5,6 (123)                      |
| <b>Scolarité</b>  |              |              |                                |
| 0-7 ans   | 72,4 (84)    | 18,2 (21)    | 9,4 (11)                       |
| 8-12 ans  | 73,4 (602)   | 19,4 (159)   | 7,1 (59)                       |
| 13-15 ans   | 76,7 (475)   | 18,8 (116)   | 4,5 (28)                       |
| 16 ans et +   | 74,9 (484)   | 21,2 (137)   | 3,8 (25)                       |
| <b>Langue maternelle</b>  |              |              |                                |
| Français  | 73,7 (1 373) | 20,5 (382)   | 5,8 (107)                      |
| Anglais   | 92,5 (188)   | 5,3 (11)     | 2,2 (4)                        |
| Autre   | 61,9 (86)    | 30,2 (42)    | 7,9 (11)                       |
| <b>Proposition 3: Il serait plus avantageux pour le Québec de se retirer de l'ALENA</b>   |              |              |                                |
| <b>Total</b>  | 16,1 (354)   | 71,4 (1 574) | 12,5 (275)                     |
| <b>Scolarité</b>  |              |              |                                |
| 0-7 ans   | 35,0 (41)    | 41,3 (48)    | 23,6 (27)                      |
| 8-12 ans  | 21,9 (180)   | 63,3 (519)   | 14,8 (122)                     |
| 13-15 ans   | 12,8 (79)    | 76,2 (472)   | 11,0 (68)                      |
| 16 ans et +   | 8,4 (54)     | 82,8 (535)   | 8,8 (57)                       |
| <b>Langue maternelle</b>  |              |              |                                |
| Français  | 16,3 (304)   | 70,7 (1 316) | 13,0 (242)                     |
| Anglais   | 14,4 (29)    | 75,1 (152)   | 10,5 (21)                      |
| Autre   | 15,8 (22)    | 76,3 (106)   | 7,9 (11)                       |
| Source: Cette enquête a été réalisée au téléphone auprès de 2 203 répondants entre le 12 juin et le 21 juillet 1997. Les entrevues ont été faites par la firme IMPACT Recherche à Québec. |              |              |                                |

Les sondages tant au Québec qu'au Canada ont démontré qu'en période électorale les citoyens appuyaient généralement les politiques du parti pour lequel ils avaient l'intention de voter. Toutefois, plutôt que d'utiliser l'intention de vote, nous avons préféré demander aux personnes interrogées lequel des deux partis politiques québécois, le Parti libéral du Québec ou le Parti québécois, manifestait selon eux le plus de sympathie envers les Américains. Nous avons également préféré parler des Américains plutôt que des États-Unis parce que nous pensons que c'est dans les attitudes personnelles des membres des diverses formations politiques que l'on peut le mieux discerner les véritables attitudes. D'après nos résultats, 54 % des répondants estiment que c'est le PLQ et 22 % le PQ; par contre, 9 % répondent ni l'un ni l'autre (tableau 4). Il est intéressant de souligner que plus on est scolarisé, plus on pense que le Parti québécois est près des Américains. De la même manière, 23,5 % des francophones estiment que le PQ est plus sympathique aux Américains. L'évaluation des Québécois est sans doute liée au fait que l'option souverainiste du Parti québécois rend les membres de ce parti moins enclins à avoir une attitude positive envers les Américains.

**Tableau 4**  
**Niveau de sympathie des partis politiques québécois envers les Américains**

|   | PLQ<br>% (N) | PQ<br>% (N) | Ni l'un<br>ni l'autre<br>% (N) | NSP/PR<br>% (N) |
|---|--------------|-------------|--------------------------------|-----------------|
| <b>Scolarité</b>  |              |             |                                |                 |
| 0-7 ans   | 58,5 (68)    | 16,2 (19)   | 3,2 (4)                        | 22,1 (26)       |
| 8-12 ans  | 54,9 (450)   | 21,3 (175)  | 8,0 (66)                       | 15,8 (130)      |
| 13-15 ans   | 55,1 (341)   | 21,8 (135)  | 9,1 (56)                       | 14,1 (87)       |
| 16 ans et +   | 52,6 (340)   | 24,3 (157)  | 11,8 (77)                      | 11,3 (73)       |
| <b>Langue maternelle</b>  |              |             |                                |                 |
| Français  | 54,1 (1 000) | 23,5 (438)  | 8,9 (166)                      | 13,5 (252)      |
| Anglais   | 57,3 (116)   | 16,9 (34)   | 11,0 (22)                      | 14,8 (30)       |
| Autres  | 55,1 (76)    | 10,1 (14)   | 10,9 (15)                      | 23,9 (33)       |
| Source: Cette enquête a été réalisée au téléphone auprès de 2 203 répondants entre le 12 juin et le 21 juillet 1997. Les entrevues ont été faites par la firme IMPACT Recherche à Québec. |              |             |                                |                 |

### **Conclusion**

Le libre-échange a amené une nouvelle dynamique d'intégration continentale qui, elle, a donné lieu à une mise en valeur de l'américanité du Québec. Aussi, en raison de sa spécificité au carrefour des cultures latine et anglo-saxonne qui dominent l'hémisphère occidental, le Québec jouit d'une position

unique pour tirer profit de l'affirmation de son américanité. Nos enquêtes démontrent que l'opinion publique québécoise concernant le libre-échange est relativement stable, les discussions actuelles sur la mondialisation n'ayant pas altéré les attitudes libre-échangistes des Québécois. De plus, le fait que les Québécois estiment avoir davantage d'affinités avec les États-Unis qu'avec l'Europe démontre bien que les Québécois ont une identité nord-américaine bien définie. Ils évaluent probablement autant de manière réaliste que de manière utilitaire les bénéfices de leur intégration à l'espace nord-américain.

Ils voient aussi des avantages à entretenir des relations étroites avec leurs voisins canadiens. Ils sont cependant conscients que les États-Unis représentent à plus long terme un marché plus important. Confiance, assurance, dites-vous? Certainement. L'identité québécoise ne se conjugue pas sur le simple mode du refus ou du ressentiment comme certains le pensent trop souvent. L'identité québécoise s'articule au diapason de ses rapports aux autres, mais aussi en regard de son appartenance continentale. Les Québécois ressemblent ainsi à tous les autres peuples qui redéfinissent leur appartenance autant à l'intérieur de l'État-nation que par rapport à de plus grands ensembles, qu'ils soient européen ou américain.

Dans cette étude, nous avons, entre autres, démontré que les Québécois se sentent résolument nord-américains. De manière plus générale, notre étude indique que l'opinion des Québécois vis-à-vis leur appartenance à l'Amérique du Nord n'est pas uniquement le résultat des élites politiques; l'opinion publique québécoise est relativement autonome comme celle des Européens à l'égard de l'intégration de l'Amérique du Nord. La théorie du *elite push — mass pull* ne semble pas se confirmer dans le cas du Québec. Contrairement aux élites, les Québécois estiment également que les États-Unis accepteront un Québec indépendant dans l'ALENA, mais que le Québec devra renégocier sa participation. Finalement, il faut souligner que le Parti libéral du Québec est perçu comme étant beaucoup plus sympathique à l'endroit des États-Unis que ne l'est le Parti québécois.

## NOTES

1. Fernand Dumont, «Parlons américain... si nous le sommes devenus», *Le Devoir*, 3 septembre 1982, p. 17.
2. Yvan Lamonde, «Façonner l'américanité du Québec», *Le Devoir*, 11 septembre 1998, p. A11.
3. Guy Lachapelle, «L'américanité des Québécois ou l'émergence

d'une identité supranationale», dans Michel Seymour (dir.), *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Montréal, Liber, 1999, p. 98-100; François Rocher, «Continental Strategy: Quebec in North America», dans Alain G. Gagnon (dir.), *Quebec: State and Society*, Scarborough, Nelson Canada, 1993, 2<sup>e</sup> édition.

4. Antoine Robitaille, «L'insondable âme américaine des Québécois», *Le Devoir*, 9 mai 1998, p. A4; Groupe de recherche sur l'américanité (GRAM), «Un Québec juste dans une Amérique prospère», *Le Devoir*, 16 juillet 1998, p. A7; GRAM, «L'assurance identitaire se conjugue avec l'ouverture sur le monde», *Le Devoir*, 15 juillet

## *L'américanité du Québec ou le développement d'une identité nord-américaine*

- 1998, p. A7; GRAM, «Entre l'ambiguïté et la dualité», *Le Devoir*, 14 juillet 1998, p. A7.
5. Guy Lachapelle, «L'américanité des Québécois au temps de Papineau», communication présentée lors du colloque sur 1849 tenue à l'Université d'Édimbourg au printemps de 1999.
6. Jacques Bouchard, *Les 36 cordes sensibles des Québécois*, Saint-Lambert, Les Éditions Héritage, 1978.
7. Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1990, p. 4.
8. John Kenneth Galbraith, *The Culture of Contentment*, Boston, Houghton Mifflin, 1992.
9. André Turcotte, «Uneasy Allies: Quebecers, Canadians, Americans, Mexicans and NAFTA», dans Guy Lachapelle (dir.), *Quebec Under Free Trade: Making Public Policy in North America*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 239-260.
10. Guy Lachapelle, «Les Québécois sont-ils devenus des Nord-Américains», *Le Devoir*, 21-22 novembre 1998, p. A15.
11. Rappelons qu'un processus tel que la continentalisation procède essentiellement des forces du marché et non de politiques gouvernementales. En fait, pour ce qui est du Canada, la continentalisation s'est accentuée malgré une politique poursuivie à partir du début des années 70, dite de la «troisième option», visant à étendre et à diversifier les marchés d'exportation et, partant, à contrer la forte dépendance à l'égard du marché américain. Sur la «troisième option», voir Mitchell Sharp, «Relations canado-américaines: choix pour l'avenir», *Perspectives internationales*, numéro spécial, automne 1972.
12. Pour une analyse des différences entre le Québec et le Canada anglais face au libre-échange, voir Peter Bakvis, «Free Trade in North America: Divergent Perspectives Between Québec and English Canada», *Québec Studies*, vol. 16, printemps-été 1993, p. 39-48.
13. Gilbert Gagné, «Libre-échange, souveraineté et américanité: une nouvelle Trinité pour le Québec?», *Politique et Sociétés*, vol. 18 (1), 1999, p. 99-107.
14. Maryse Robert, «Quebec and Its Canadian Partners: Economic Relationships and Trade Barriers», dans Guy Lachapelle (dir.), *Quebec Under Free Trade: Making Public Policy in North America*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 87-88.
15. Pierre-Paul Proulx, «L'intégration en cours redéfinit le véritable espace économique pertinent pour le Québec», *Le Devoir*, 5 janvier 1998, p. A7; François Normand, «L'adhésion d'un Québec souverain à l'ALENA devrait se faire "sans trop de problèmes"», *Le Devoir*, 27 mai 1997, p. B2.
16. Marie-Claude Lortie, «Un Québec souverain devra renégocier l'ALENA», *La Presse*, 16 octobre 1995, p. A1 et A2; Marie Tison, «Les États-Unis ont intérêt à inclure le Québec le plus rapidement possible», *Le Devoir*, 17 octobre 1995, p. A4.
17. François Brousseau, «Le Canada devrait renégocier l'ALENA au même titre qu'un Québec souverain», *Le Devoir*, 7 mai 1997, p. A1 et A10; Robert Russo, «Washington négociera dur avec les deux États», *Le Devoir*, 9 mai 1997, p. A4.
18. Michel Venne, «La doctrine Clinton», *Le Devoir*, 13 octobre 1999, p. A8.
19. Mas Kaase et Kenneth Newton, *Beliefs in Government*, Londres, Oxford University Press, 1995, p. 113.
20. Bernhard Wessels, «Evaluations of the EC: Elite or Mass Driven?», dans *Public Opinion and International Governance*, Oxford University Press, 1995.